

# Objectif Oman

Décembre 2021 –  
Janvier 2022



## FAITS SAILLANTS

- *Reprise de l'épidémie de Covid-19 au Sultanat d'Oman*
- *Le projet de budget 2022 confirme le redressement des finances publiques omanaises*
- *TotalEnergies annonce la signature de plusieurs accords de développement gazier*
- *Inauguration par les autorités des usines OQ de Liwa Plastics à Sohar et de GPL à Salalah*

## CLIMAT DES AFFAIRES

### **Reprise de l'épidémie de Covid-19 au Sultanat d'Oman**

A la faveur de la diffusion du variant Omicron, le Sultanat d'Oman a enregistré une forte accélération de l'épidémie de Covid-19 depuis le début de l'année 2022. Près de 1700 nouveaux cas et 2 décès ont ainsi été recensés en moyenne chaque jour par l'Organisation mondiale de la santé durant la seconde quinzaine du mois de janvier 2022. 53 patients étaient en outre hospitalisés en unités de soins intensifs au 30 janvier 2022. Concernant la campagne vaccinale, 69% de la population auraient reçu au moins une dose – à la date du 28 janvier – et 64% bénéficieraient d'un schéma vaccinal complet (2 doses). De fait, tout employé des secteurs public et privé doit présenter un schéma vaccinal complet pour pouvoir accéder à son lieu de travail selon une circulaire émise par le ministère du Travail fin décembre 2021.

Les autorités omanaises ont par ailleurs annoncé la fermeture, à compter du 16 janvier et pour une durée de quatre semaines, des classes du premier cycle (élèves de 6 à 9 ans), ainsi que la limitation, à compter du 23 janvier et pour une durée de deux semaines au moins, du nombre de fonctionnaires dans les établissements publics à 50% des effectifs totaux. Les conférences et les expositions ont en outre été suspendues pour la même durée. Les établissements accueillant du public, comme les restaurants et les centres commerciaux, doivent pour leur part continuer à limiter leur fréquentation à 50% de leur capacité maximale et à exiger de leurs clients une preuve de vaccination.

### **Signature de plusieurs MoU à l'occasion de la visite en Oman du prince héritier saoudien**

Le prince héritier d'Arabie saoudite, S.M. Mohammed bin Salman al Saud, s'est rendu en Oman les 6 et 7 décembre 2021. Dans le cadre de cette visite officielle, 13 MoU ont été signés dans le champ économique pour un montant global estimé entre 10 et 30 Md USD (*sic*) selon les sources, notamment dans les domaines du stockage de pétrole (OQ/Aramco Trading – voir *infra*), de la pétrochimie (OQ/SABIC), des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert (OQ/Acwa Power/Air Products), des minéraux (MDO/Ma'aden), de la logistique (ASYAD/National Shipping Company), du tourisme (Omran/Dar Al Arkan) et de la pêche (FDO/NAQUA).

**Le ministère du Travail lance un nouveau système d'évaluation des employés du secteur public**

Initiative du ministère du Travail, le programme *Individual Performance Measurement and Institutional Proficiency System* « *Ejada* » a été officiellement mis en place en janvier 2022. Déployé en format expérimental depuis juin 2020, *Ejada* implique un exercice trimestriel d'évaluation et de valorisation de la productivité de l'ensemble des employés gouvernementaux afin notamment d'améliorer la gouvernance globale en matière de ressources humaines et la qualité des services offerts à la population. Près de 130 000 employés du secteur public – sur un total de 175 000 selon le *Centre national pour les statistiques et l'information* – ont participé à des formations de sensibilisation à ce nouvel outil en 2021. Le ministère du Travail devrait compter 565 formateurs chargés d'évaluer les employés et de fixer des objectifs dans le cadre d'ateliers spécialisés.

**INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES**

**Le projet de budget 2022 confirme le redressement des finances publiques omanaises**

Les autorités omanaises ont publié leur projet de budget pour l'année 2022. Etabli sur la base d'une prévision de croissance de +2,5% et d'un prix moyen du baril de pétrole de 50 USD – contre un cours supérieur à 80 USD observé sur les marchés début 2022 –, celui-ci prévoit une très faible réduction des dépenses en 2022, soit -0,3% en g.a. par rapport au budget exécuté de 2021 (données préliminaires), à 12,1 Md OMR (31,5 Md USD).

Dans le détail, les « dépenses des ministères civils » – premier poste de dépenses budgétaires constitué aux trois-quarts par les salaires des fonctionnaires – devraient s'élever à 4,3 Md OMR (stables sur un an). Second poste budgétaire du Sultanat, les « dépenses de défense et sécurité »<sup>1</sup> devraient pour leur part progresser de +2,8% en 2022, à près de 3 Md OMR.

Conséquence, selon le ministère des Finances, de la création de la holding *Energy Development Oman* (EDO), et de son corollaire, l'introduction courant 2021 d'une nouvelle méthodologie d'achat de gaz du Bloc 6 de *PDO*, « l'achat et le transport de gaz » devraient représenter le troisième poste de dépenses du budget en 2022, à 1,6 Md OMR, soit deux fois plus – du moins comptablement<sup>2</sup> – que le montant prévu dans le projet initial de budget 2021.

Reflète de la forte mobilisation des marchés de la dette au cours des dernières années pour combler le déficit public, la « charge des intérêts de la dette » continue de s'accroître (+20,9% en g.a.) et devrait atteindre 1,3 Md OMR en 2022, soit 11% des dépenses totales. Dans le sillage notamment du gel du projet d'augmentation des tarifs subventionnés de l'électricité, les « subventions » devraient à nouveau peser lourdement sur le budget en 2022, à hauteur de 861 M OMR.

Les « dépenses d'investissement » devraient pour leur part enregistrer une baisse de -18,2%, à 0,9 Md OMR, suite notamment au réexamen des projets par le ministère de l'Economie au regard de leur degré de priorité et des retours économiques et sociaux attendus. La mobilisation du fonds souverain *Oman Investment Authority* (investissements de 2,9 Md OMR en 2022) et d'*EDO* (investissements de 1,2 Md OMR), ainsi que le recours aux Partenariats Public-Privé (PPP) et aux *Offsets*, figurent parmi les instruments privilégiés pour compenser cette baisse.

Du côté des recettes, les autorités anticipent une diminution de -3,3% par rapport au budget exécuté de 2021, à 10,6 Md OMR (27,5 Md USD). Dans le détail, les « recettes pétrolières » devraient reculer de -19,2% en g.a., à 4,5 Md OMR, sur la base de l'hypothèse – conservatrice – du prix moyen du baril adoptée par les autorités (50 USD). Les « recettes gazières » devraient pour leur part progresser de +4,6% en g.a., à

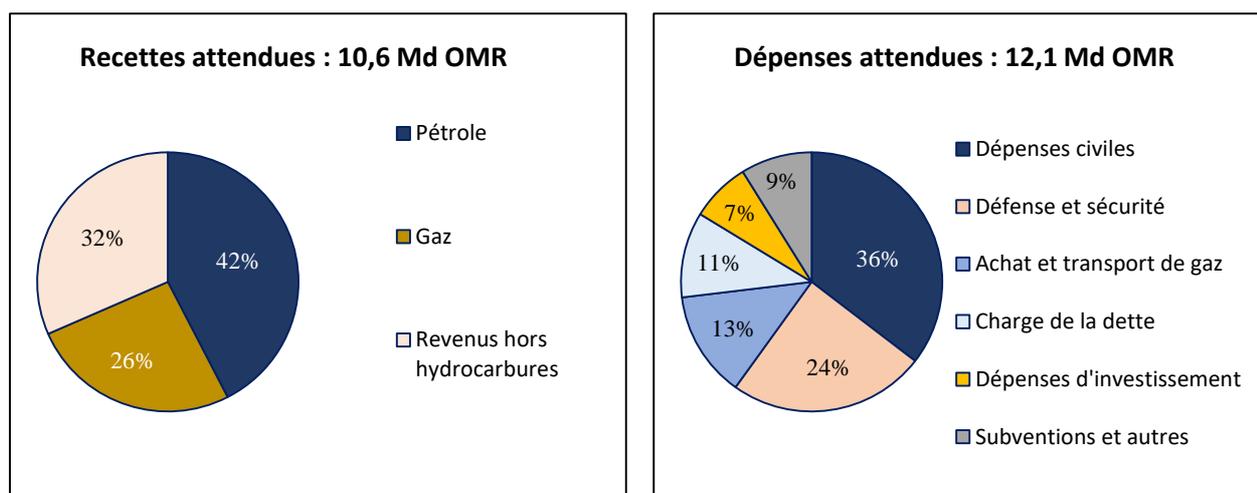
<sup>1</sup> 2<sup>nd</sup> poste au niveau comptable, mais 1<sup>er</sup> poste au niveau sectoriel, soit 29% des dépenses courantes, devant l'éducation (17%), la santé (11%), la protection sociale (7%) et le logement (5%)

<sup>2</sup> La hausse des dépenses devrait être compensée par une « hausse » parallèle des revenus gaziers.

2,8 Md OMR – nb : +47% si comparé avec le projet initial de budget 2021, soit avant l'introduction de la nouvelle méthodologie d'achat de gaz.

Les prévisions de « recettes hors hydrocarbures » affichent quant à elles une forte hausse (+21%), à 3,3 Md OMR, dont 800 M OMR en provenance du fonds souverain OIA (dividendes et ventes d'actifs), 465 M OMR d'impôt sur les sociétés et 450 M OMR issus de la TVA. Envisagé depuis plusieurs années par les autorités, l'impôt sur le revenu n'est pas évoqué dans ce projet de budget et ne devrait donc pas entrer en vigueur en 2022.

Décomposition des recettes et des dépenses dans le projet de budget 2022



Source : Ministère des Finances

Au global, le déficit public devrait s'élever à 1,6 Md OMR en 2022 (4 Md USD), soit 5% du PIB, contre des déficits de 3,8% du PIB en 2021 et 17,8% en 2020 – le prix du baril pour équilibrer le budget serait de 67 USD en 2022 selon le cabinet PwC (contre 74 USD en 2021). Ce déficit devrait être financé à hauteur de 74% par de l'endettement sur les marchés domestiques (845 M OMR) et internationaux (305 M OMR)<sup>3</sup> et à 26% par la mobilisation des réserves de l'OIA (400 M OMR). A noter qu'après les agences de notation *Standard & Poor's* (B+) et *Moody's* (Ba3), *Fitch Ratings* vient également de réviser à la hausse la perspective associée à sa notation souveraine d'Oman (BB-), qui passe de négative à stable.

L'année 2022 devrait donc confirmer le redressement des finances publiques omanaises observé depuis 2021 et la correction de la trajectoire d'endettement du pays – la dette publique du Sultanat est attendue à 68% du PIB fin 2022, contre 83% en 2021 – ; moins à la faveur toutefois d'une politique volontariste de coupes budgétaires qu'en raison de la hausse salubre du prix du baril de pétrole. De fait, l'effort sur les dépenses portera en grande partie sur les investissements en 2022, mais épargnera les postes plus sensibles comme le paiement des salaires des fonctionnaires et le subventionnement des *utilities*.

En dépit de la volonté affichée des autorités de diversifier l'économie d'Oman et de réduire la dépendance du budget aux recettes hydrocarbures, ces dernières devraient encore représenter 68% des revenus de l'Etat en 2022 – et même davantage avec un baril durablement supérieur à l'hypothèse de 50 USD. Le Sultanat reste donc plus que jamais tributaire de la bonne tenue de la demande, notamment chinoise, de pétrole<sup>4</sup> et par conséquent à la merci d'un ralentissement de l'activité économique mondiale dans le sillage notamment d'une nouvelle aggravation de la crise sanitaire du Covid-19.

<sup>3</sup> Le financement était au contraire majoritairement couvert par les marchés internationaux en 2021.

<sup>4</sup> La Chine absorbe plus de 80% du pétrole exporté par le Sultanat.

### **Le marché boursier omanais a retrouvé des couleurs en 2021**

Après quatre années successives de baisse, l'indice boursier MSX 30, composé des trente principales entreprises cotées sur la plateforme boursière omanaise du *Muscat Stock Exchange (MSE)*, a enregistré une performance positive en 2021. Soutenu notamment par la remontée du prix du baril de pétrole et la reprise de l'activité économique, le MSX 30 a ainsi clôturé l'année en hausse de +12,9% en g.a., à près de 4130 points. Au niveau sectoriel, l'indice dédié aux seules valeurs industrielles a enregistré la plus forte augmentation (+41,4 %) tandis que l'indice boursier dédié au secteur financier a progressé de +16,4% sur la période. L'indice dédié aux services a terminé l'année en hausse de +1,8%.

En matière d'activité, le nombre d'actions échangées et le montant des transactions ont respectivement progressé de +81,2% et +61%. La Bourse de Mascate a en outre bénéficié du dynamisme du marché obligataire local, avec un volume d'obligations échangées multiplié par trois sur un an. La capitalisation boursière totale du *MSE* a pour sa part augmenté de +9,1%, à 22,1 Md OMR fin 2021. Pour mémoire, la Bourse de Mascate se distingue traditionnellement par sa faible liquidité, avec une part des actions flottantes limitée et un nombre de transactions réduit. De fait, le capital des sociétés cotées est en grande partie détenu par le fonds souverain et les fonds de pension « dormants » omanais.

## INFORMATIONS SECTORIELLES

### **Hydrocarbures (1) : TotalEnergies annonce la signature de plusieurs accords de développement gazier**

Dans le cadre de la stratégie de développement de ses activités au Sultanat d'Oman, *TotalEnergies* a annoncé le 21 décembre 2021 la signature de plusieurs accords de développement gazier avec le ministère de l'Energie et des minéraux. Ces accords prévoient notamment la création de *Marsa LNG*, une co-entreprise intégrée entre *TotalEnergies* (80 %) et *Oman National Oil Company* « *OQ* » (20 %). *Marsa LNG* produira du gaz naturel à partir du Bloc 10, en vue de développer ultérieurement à Sohar une usine de GNL à faible intensité carbone, alimentée par de l'électricité solaire, pour la production de carburant marin GNL de soute.

Un accord de concession sur le Bloc 10 pour développer et produire du gaz naturel a ainsi été signé. *Marsa LNG* détiendra notamment une participation de 33,19 % dans le Bloc 10, avec ses partenaires *OQ* et *Shell* (opérateur). La production de *TotalEnergies* à partir du Bloc 10 devrait atteindre environ 24 000 barils équivalent pétrole/jour en 2023. En complément, le groupe français a annoncé la signature d'un contrat de vente de gaz, en vertu duquel *Marsa LNG* vendra sa production de gaz naturel issu du Bloc 10 au Gouvernement du Sultanat d'Oman, pour une durée de 18 ans ou jusqu'au démarrage de l'usine de *Marsa LNG*. Pour mémoire, historiquement présent en Oman en tant qu'actionnaire minoritaire de l'opérateur pétrolier national *PDO* (4%), d'*Oman LNG* (5,54%) et de *Qalhat LNG* (2,04%), *TotalEnergies* y a produit 39 000 b/j en 2020.

### **Hydrocarbures (2) : inauguration par les autorités des usines OQ de Liwa Plastics à Sohar et de GPL à Salalah**

Projet phare de la stratégie de valorisation des ressources hydrocarbures du Sultanat, le complexe pétrochimique *Liwa Plastics* (LPIC) édifié à Sohar par le groupe omanais *OQ* – investissement de 7 Md USD – a été officiellement inauguré le 20 décembre 2021 par S.A. Sayyid Asad bin Tariq al Said, vice-Premier ministre et frère du Sultan. Pour mémoire, la production commerciale du site avait partiellement débuté plus tôt dans l'année sur la base des trois unités déjà opérationnelles sur quatre au total. 474 000 tonnes de plastique avaient ainsi été produites à fin octobre 2021 selon la direction d'*OQ*. Retardé par la crise sanitaire du Covid-19, le lancement de la quatrième – et dernière – unité est désormais attendu au premier trimestre 2022. A pleine capacité, *LPIC* devrait produire jusqu'à 880 000 tonnes de polyéthylène et 300 000 tonnes de polypropylène par an.

Complexe pétrochimique de Liwa Plastics à Sohar



En parallèle, S.A. Sayyid Theyazin bin Haitham al Said, ministre de la Culture, des sports et de la jeunesse, fils du Sultan et prince héritier, a officiellement inauguré le 16 janvier 2022 l'usine de gaz de pétrole liquéfié (GPL) développée par *OQ LPG* au sein de la zone franche de Salalah, dans le sud du pays. Estimé à 318 M OMR (827 M USD), ce projet, dont la phase d'exploitation commerciale a en réalité démarré en juillet 2021, doit permettre à terme la production de 304 000 tonnes de GPL par an (155 000 tonnes de propane, 111 000 tonnes de butane et 38 000 tonnes de condensats).

Usine de production de GPL de Salalah



Enfin, *Oman Tank Terminal Company* (OTTCO), filiale d'*OQ*, a annoncé que la première phase du projet de terminal de stockage de pétrole brut de Ras Markaz (capacité initiale de près de 26,7 millions de barils) devrait être finalisée au second trimestre 2022. Situé dans la zone économique spéciale de Duqm, le site, dont la capacité de stockage pourrait être portée à terme à 200 millions de barils de pétrole selon *OTTCO*, est relié à la nouvelle raffinerie de Duqm par un pipeline de 80 km. A noter que le lancement des opérations au sein de la nouvelle raffinerie de Duqm (230 000 barils par jour) – investissement de 8 Md USD en partenariat avec *Kuwait Petroleum International* –, est désormais attendu au 1<sup>er</sup> trimestre 2023.

**EnR : la première grande centrale solaire d'Oman est entrée en service**

Située dans le gouvernorat d'Ad Dhahira, à 300 km à l'ouest de Mascate, la centrale solaire photovoltaïque d'Ibri-II (500 MW) a été officiellement inaugurée par les autorités omanaises le 24 janvier 2022, quelques mois après le démarrage effectif de ses activités. Estimée à 155 M OMR (403 M USD), la centrale a été conçue et construite par la société chinoise *Powerchina* pour le compte d'*Ad Dhahira Generating Company*, consortium composé du saoudien *Acwa Power* (50% des parts du projet), de *Gulf Investment* (40%) – société d'investissement détenue conjointement par les six pays du CCG – et de la société koweïtienne *Alternative Energy Projects* (10%).

Connectée au principal réseau de transmission électrique du Sultanat – *Main Interconnected System* (MIS) –, Ibri-II pourrait permettre d'alimenter, à pleine capacité, près de 50 000 foyers selon *Acwa Power*. Pour mémoire, Oman souhaite porter la part des énergies renouvelables dans son mix électrique à 10% d'ici 2025. Outre le projet Ibri-II, les autorités misent pour ce faire sur l'entrée en production des centrales solaires Manah 1 et Manah 2 (capacité combinée de 1 GW), désormais attendue à horizon fin 2024.

**Logistique : Asyad Group lance un appel d'offres pour le développement du port de Suwaiq**

Les autorités omanaises ont lancé un appel d'offres pour le développement, l'exploitation et la gestion du port de Suwaiq, situé entre Mascate et Sohar. Dans le détail, cet appel d'offres prévoit de porter les capacités de traitement du port à 10 millions de tonnes/an, notamment via des aménagements permettant l'accueil de navires en eaux profondes. Contrôlé par *Marafi*, filiale de la holding publique en charge du secteur logistique *Asyad Group* – au même titre que les ports Sultan Qabous (Mascate), Khasab (Musamdam) et Shinas (Sohar) –, Suwaiq est aujourd'hui un port de taille moyenne, principalement tourné vers les activités d'import/export.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Mascate.

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Économique de Mascate

Rédigé par : Tom Crance, Fabien Gleizes

Revu par : Fabien Gleizes  
Chef du Service Économique de Mascate

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/OM>